

Par
STÉPHANE ROLAND
Envoyé spécial à Cologne

ABUS SEXUELS A Cologne, les catholiques ne croient plus en leur Eglise

REPORTAGE

Un rapport mettant en cause le clergé catholique allemand doit être publié ce jeudi, quelques mois après qu'une autre enquête a été enterrée. Beaucoup de croyants, fatigués de l'impunité régnant au sein de l'institution, se sentent trahis et certains lui tournent le dos.

Pendant plus de trois ans, Karl Haucke s'est soumis à la «volonté du Seigneur», comme lui chuchotait son bourreau à l'oreille. Le père de l'internat de Bonn le violait au moins une fois par semaine, dans son bureau, lui demandant ensuite d'aller se confesser. «J'ai d'abord essayé de tout oublier», raconte l'ancien professeur, aujourd'hui âgé de 69 ans. Mais Karl Haucke n'a pas pu s'en sortir tout seul. Il a tenté de se suicider et a subi cinq internements en psychiatrie. «J'ai tout raconté à ma mère sur son lit de mort. C'est elle qui m'avait confié à l'Eglise les yeux fermés. Elle n'a pas voulu me croire», dit-il.

Alors, lorsque l'archevêque de Cologne, le cardinal Rainer Maria Woelki, a annoncé en octobre qu'il ne publierait pas le rapport commandé en 2018 à un cabinet d'avocats de Munich sur les abus sexuels dans son diocèse, les troubles cardiaques et les tremblements l'ont repris. «Je ne pouvais plus dormir. Les poussées de sueur sont revenues d'un coup, dit-il. J'ai eu l'impression d'avoir été abusé une seconde fois.» La trahison est d'autant plus douloureuse que Karl Haucke avait fait confiance – une fois encore – à l'Eglise en acceptant de participer à un comité des victimes (*Betroffenenbeirat*) mis en place en interne par l'archevêque et de s'en faire le porte-parole. «Lorsque Rainer Maria Woelki est arrivé à Cologne, il avait promis de faire la lumière [sur ces affaires]. Nous avions repris espoir. J'ai vite compris qu'il nous manipulait», raconte l'ancien professeur. Karl Haucke a démissionné du *Betroffenenbeirat* lorsque Rainer Maria Woelki a décidé de confier un deuxième rapport à un autre cabinet d'avocats, dont les conclusions doivent être présentées ce jeudi.

Mais sa décision d'enterrer la première enquête, dont personne ne

connaît la teneur, cristallise la colère des catholiques et plonge l'Eglise dans sa plus grave crise depuis la fin de la guerre. «L'affaire Woelki» est un «désastre», déplore Georg Bätzing, le président de la Conférence épiscopale nationale. «Je n'ai encore jamais vécu une telle révolte [au sein de l'institution]», ajoute Thomas Sternberg, le président du Comité central des catholiques allemands (ZdK).

«SYSTÈME WOELKI»

L'évêque de Cologne justifie sa décision par des problèmes de «méthode» dans les recherches et de «protection de données». Pour les victimes, il est clair que le rapport

met en cause le cardinal et ses plus proches collaborateurs (1). L'archevêque est plus personnellement confronté à une affaire de pédocriminalité à Düsseldorf qu'il n'aurait pas signalée au Vatican. Woelki se défend : «Après avoir examiné ma conscience, je suis persuadé que je me suis bien comporté», assure-t-il. L'archevêque a même convoqué en urgence les membres du comité des victimes pour obtenir leur soutien. «On leur a demandé de désapprouver un rapport qu'ils n'avaient pas lu», s'insurge Karl Haucke. Quelques-uns de ses membres se rangent derrière le cardinal. «Voilà le système Woelki : diviser les victimes», dit Karl Haucke.

L'affaire a ruiné le peu de crédibilité qu'il restait encore à l'institution religieuse. «Qui peut encore croire des menteurs notoires ?» se demande Hubert Wolf, historien des religions à l'université de Münster. Et le «chemin synodal», un grand espoir des catholiques allemands pour engager des réformes (sur le célibat, l'homosexualité, la place des femmes ou les abus sexuels), risque ainsi de finir dans l'impasse. Rainer Woelki est d'ailleurs un ultraconservateur, chef de file des opposants à ces changements.

L'Eglise allemande semble prisonnière de sa forteresse, où les réformes sont vues comme des menaces qui remettent en cause son immense pouvoir. Après l'Etat, elle est le premier employeur du pays. Elle bénéficie de son propre droit du travail, qui lui permet de négocier ses salaires et d'embaucher seulement des catholiques. «Ces droits sont inscrits dans la Constitution», explique le théologien de l'université de Fribourg Georg Bier. L'impôt d'Eglise (*Kirchensteuer*), prélevé directement sur la fiche de paie (l'Etat en Allemagne sait à quelle religion vous appartenez), sert à financer des dizaines de milliers de crèches, d'écoles ou d'hôpitaux. Environ 20 millions de personnes payent cette collecte obligatoire qui donne le droit de commu-

nier, de se marier religieusement ou de se faire enterrer au cimetière. Le clergé dispose également d'un gigantesque patrimoine immobilier. «C'est l'Eglise la plus riche du

monde. Ce n'est pas une caisse que l'Eglise craint de se voir vidées, mais ses lieux de culte», dit Matthias Katsch, un défenseur des victimes d'abus sexuel.

SENTIMENT D'IMPUISSEANCE

Dans cette affaire, l'Etat préfère jouer la neutralité. Le ministre-président de la région, Armin Laschet (et nouveau président de la CDU, le parti de la chancelière Angela Merkel), estime que l'évêché de Cologne doit régler l'affaire Woelki en interne. «Or c'est impossible. L'Eglise a besoin d'une aide extérieure pour s'en sortir. Elle ne peut pas y arriver toute seule. On ne peut pas demander à une organisation qui cache des criminels de faire un rapport sur ses activités», regrette Matthias Katsch. Quant à la justice, elle n'ose pas s'approcher physiquement de l'institution. Les enquêteurs n'ont d'ailleurs pas perquisitionné chez le cardinal. «La justice envoie des courriers à l'évêché... qui restent sans suite», enrage Matthias Katsch. Lâchées par l'Eglise et par l'Etat, les victimes ont un sentiment d'impuissance totale. Ils ne

leur restent que les médias pour s'exprimer. «Ils sont les seuls de notre côté», résume Matthias Katsch.

Dans la paroisse de Bad Godesberg à Bonn, qui dépend de l'évêché de Cologne, l'espoir du prêtre qui promettait la lumière a laissé place à la colère. «Cette Eglise est un Etat dans l'Etat. Après tout ce qui s'est passé, le cardinal doit démissionner», estime Stefan Herbst, théologien et membre de «Wir sind Kirche»



La cathédrale de Cologne. PHOTO PLAINPICTURE. VOGEL





Rainer Maria Woelki, archevêque de Cologne, en 2011. PHOTO LENGEMANN. WELT/ULLSTEIN BILD. GETTY IMAGES

(«L'Eglise, c'est nous»), un mouvement qui prône la réforme des institutions catholiques. Comme lui, d'autres membres de la paroisse de Bad Godesberg sont venus partager leurs préoccupations autour d'une tasse de café. «On ne parle pas assez des victimes dans cette affaire. Il est temps de présenter les responsables devant la justice», peste Joachim Schick, un professeur de religion. «Tant que la vérité ne sera pas faite, les abus

continueront», craint pour sa part Claudia Schuetz-Grossmann. «Les femmes quittent l'Eglise et nos droits reculent», regrette-t-elle.

«**PAS DANS LE MÊME MONDE.** Même les prêtres, qui se voient accusés de complicité, osent dénoncer le silence de leur hiérarchie. «Les gens ne se laissent plus mener par le bout du nez», explique le prêtre-ouvrier Franz Meurer dans son quartier populaire de Vingst,

«J'ai toujours cru que j'étais du bon côté en étant dans l'Eglise. Mais cette assurance a disparu.»

Bernadette Rüggeberg porte-parole d'un mouvement de femmes catholiques

dans l'est de Cologne. L'évêque s'est mis «dans une impasse», regrette-t-il. «Moi, je n'attends plus rien de lui. Sur notre église, on hisse le drapeau arc-en-ciel le jour de la Gay Pride et les musulmans me saluent dans la rue. On ne vit pas dans le même monde», lance-t-il. Début février, le serveur du tribunal d'instance – compétent en matière d'annulation du *Kirchensteuer* – est tombé en panne après avoir reçu simultanément 5 000 demandes de

prises de rendez-vous. Le tribunal a dû augmenter les effectifs pour pouvoir traiter 1 500 dossiers par mois.

Cologne n'est pas un cas isolé. Pratiquement tous les évêchés ont promis de mener une enquête publique sur leurs diocèses. En février, Berlin a déjà publié un rapport de 600 pages, dont 400 noircies. Jusqu'à présent, aucun évêque n'a démissionné pour avoir protégé des pédophiles. Pourtant, selon le rapport interne de l'institution, publié en 2018, 1 670 prêtres auraient commis des abus sexuels sur plus de 3 700 enfants entre 1946 et 2014.

SILENCE COMPLICE

En 2010, le scandale des Petits Chanteurs de Ratisbonne, un célèbre chœur d'enfants, confirmait que la hiérarchie catholique refusait d'ouvrir les yeux. Plus de 500 enfants ont été victimes de violences corporelles et sexuelles, avec le silence complice de Georg Ratzinger, frère de Benoît XVI, abbé qui avait dirigé le chœur pendant trente ans. «C'est dingue de comptabiliser le nombre de gifles qu'on a pu donner sur quarante ans», avait à l'époque réagi le prêtre. Les Allemands n'ont pas oublié non plus le scandale de la baignoire à 15 000 euros commandée en 2013 par l'évêque de Limbourg dans le cadre de la rénovation – de luxe – de son complexe épiscopal. Un an plus tôt, il avait fait scandale en prenant un vol de première classe pour se rendre dans des bidonvilles indiens. «Je ne voulais pas paraître épuisé auprès de ceux qui m'attendaient avec tant d'impatience», avait-il justifié.

L'espoir d'un renouveau de l'Eglise catholique s'éteint en Allemagne. «S'ils ne changent pas, ils finiront en secte», craint Matthias Katsch. «Notre optimisme nous quitte, car cela fait dix ans que ça dure», confie Bernadette Rüggeberg, porte-parole de Maria 2.0, un mouvement en faveur de l'accès des femmes aux postes à responsabilité catholiques. J'ai toujours cru que j'étais du bon côté en étant dans l'Eglise. Mais cette assurance a disparu», confie-t-elle. Si rien ne change, elle quittera l'institution l'été prochain, arrétant ainsi de payer l'impôt. «Mais la foi reste», ajoute-t-elle.

L'archevêque de Cologne reste toutefois persuadé que la lumière reviendra dans les paroisses de son diocèse. Il l'a encore répété il y a quelques jours à tous ses fidèles, qui pourtant ne l'écoutent plus: «La vérité est libératrice.»

(1) L'archevêché n'a pas voulu recevoir Libération avant la publication du second rapport pour répondre aux accusations.

2021

En 2021, une bonne résolution : s'abonner à Libération

Libération

Formule Week-end

Libé sur tous vos écrans + le Journal papier du week-end :

3 mois pour 14,90€ puis 14,90€/mois

Formule Intégrale

Libé sur tous vos écrans + le Journal papier tous les jours :

2 mois pour 29,90€ puis 29,90€/mois

Au 01 55 56 71 40 ou à abonnements@liberation.fr en précisant : AUTO121